

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCATP)

l'Acheteur

Direction Interdépartementale des Routes Sud-Ouest

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes du Sud-Ouest par délégation de Monsieur le Préfet de la région Occitanie donnée par arrêté préfectoral du 30 janvier 2023

Objet du marché

Balayage mécanisé sur le réseau de la DIR Sud-Ouest

Le présent CCAP comporte ____ annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1-1. Objet du marché et Normes.....	4
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	5
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	6
1-4. Passation des commandes.....	7
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	7
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	8
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	8
1-8. Dispositions générales.....	8
1-9. Ordres de service.....	11
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	12
ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES. 12	
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	12
3-2. Contenu des prix – Règlement des comptes.....	13
3-3. Variation dans les prix.....	14
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	16
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	16
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	16
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	16
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	16
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	18
4-5. Interventions urgentes.....	18
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	19
5-1. Retenue de garantie.....	19
5-2. Avances.....	19

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	20
ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	21
7-1. Mise en place du marché.....	21
7-2. Programme d'exécution.....	21
7-3. Conditions d'exécution.....	21
7-4. Conditions d'intervention.....	23
7-5. Formation.....	25
7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	25
ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....	25
8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais.....	25
8-2. Admission.....	25
8-3. Garantie(s).....	25
ARTICLE 9. RÉSILIATION.....	26
ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....	26
10-1. Description détaillée des prestations.....	26
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	28
11-1. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser.....	29
11-2 Public concerné par l'opération d'insertion :.....	29
11-3. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	30
ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	33

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

Le balayage mécanisé sur le réseau de la DIR Sud-Ouest pour des travaux de nettoyage de chaussée, BAU, caniveaux et regards, le long des murets en béton de type GBA/DBA par une balayeuse aspiratrice.

Les prestations sont à effectuer sur les réseaux présentés ci-dessus. Ces derniers sont composés de routes à chaussées séparées de 2*3 voies ou 2*2 voies, ainsi que de routes bidirectionnelles. Les réseaux comprennent également tous les dispositifs d'échanges s'y rattachant, notamment :

- Les bretelles,
- Les échangeurs,
- Les giratoires,
- Les voies d'accès ou de service,
- Etc.

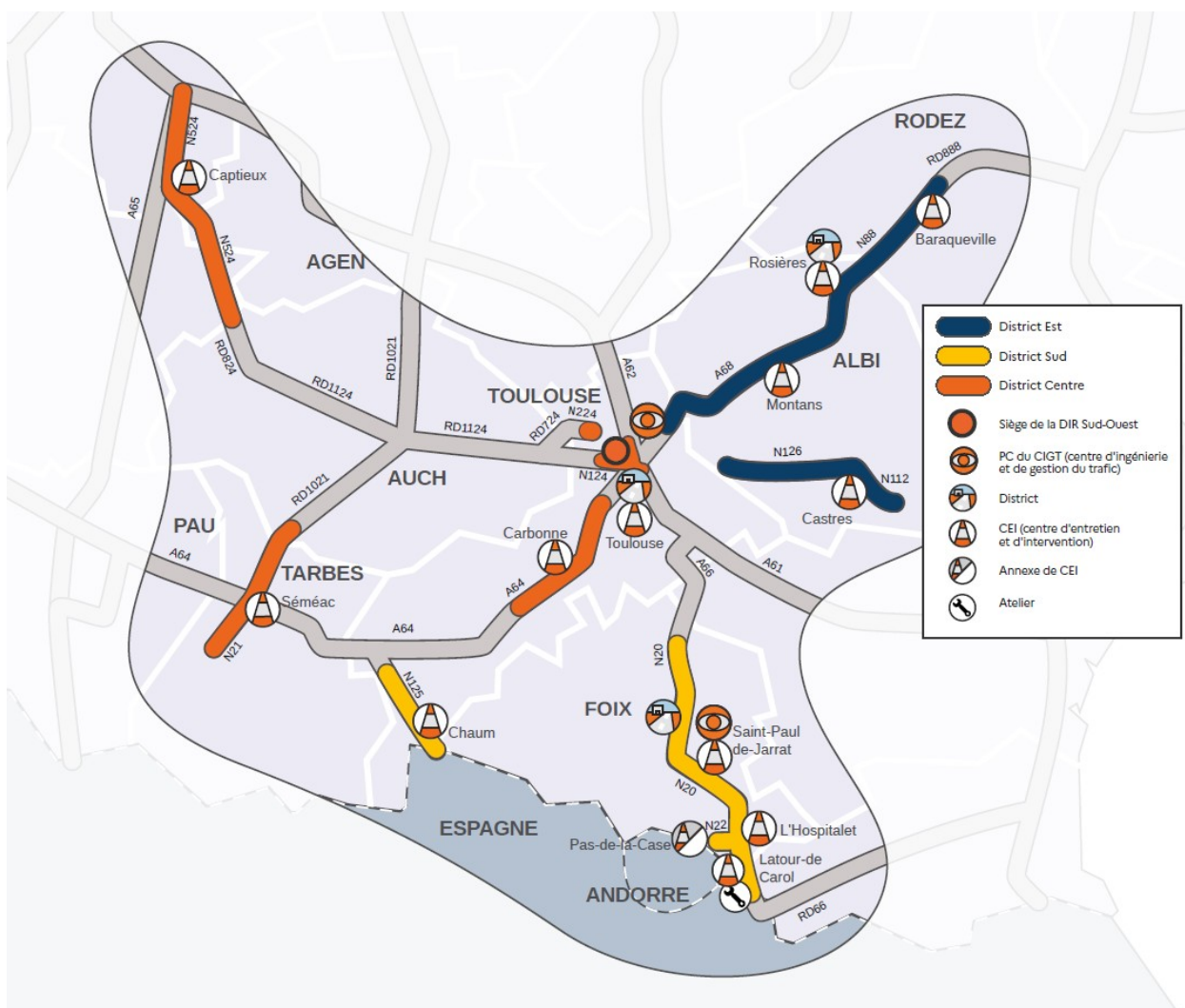
Les interventions concernent :

- La chaussée,
- Les bandes d'arrêt d'urgence,
- Les trottoirs,
- Les caniveaux,
- Les terre-pleins centraux,
- Les accotements,
- Les aires de repos

Ces prestations concernent :

- Le ramassage d'objets,
- Le balayage mécanique,
- Le lavage mécanique.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Ensemble du réseau de la DIR Sud-Ouest selon plan ci-après.



Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans l'annexe technique.

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

1. Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
 - b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
 - c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).

2. Le chef de subdivision, de parc, d'unité ou de cellule pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 et 29 du CCAG).

1-2.2. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai. Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commence(nt) à courir dès l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RA pour commencer l'exécution de celui-ci.

1-4. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

- Les chefs des districts de la DIR Sud-Ouest ou leur(s) représentant(s) délégué(s)
- Les chefs de service de la DIR Sud-Ouest ou leur(s) représentant(s) délégué(s)

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h. au vendredi 12 h, par courriel. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum d'une heure par renvoi en courriel du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique à l'acheteur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- La quantité commandée par catégorie ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par catégorie de produits ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le mode de conditionnement ;
- Le mode de transport ;
- Le lieu d'exécution/de livraison et la zone géographique concernée par référence à l'annexe au CCTP/CCATP ;
- Le délai d'exécution/de livraison ;
- La référence du marché.

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de services est alloti, les prestations sont réparties en 6 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés géographiques** :

Désignation des lots	
Lot 1	District centre Toulouse et Carbonne
Lot 2	District centre Séméac
Lot 3	District centre Captieux
Lot 4	District sud Chaum
Lot 5	District sud N20/N22
Lot 6	District Est Rosières et Castres

1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.9 du présent CCATP.

1-6.2. Sites sensibles

Sans objet.

1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-3.10 du présent CCATP.

1-7. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-8. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-8.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du..... ayant pour objet..... »

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 32.3 du CCAG.

1-8.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 1 000 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 2 000 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

1-8.5. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-8.6. Clauses sociales et environnementales

1-8.6.1. Clauses sociales pour le/les lot(s) n° Lot 1, Lot 2, Lot 3, Lot 4, Lot 5, Lot 6

Les conditions d'exécution du/des lot(s) n° Lot 1, Lot 2, Lot 3, Lot 4, Lot 5, Lot 6 comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

1-8.6.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n ° 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Ces conditions sont les suivantes :

Lot	Conditions d'exécution
Lot 1	<p>Pour tous les lots :</p> <ul style="list-style-type: none">• En application de l'article 20.4 Gestion des déchets du CCAG FCS, il est demandé aux candidats de présenter sous la forme d'une note, une description détaillée de la méthodologie employée pour le suivi de la gestion des déchets dangereux et non dangereux en intégrant les points de décharge et leur localisation.• Toute offre en mesure de justifier d'équipements ou de systèmes d'équipements moins énergivores tant en fonction qu'en consommation d'eau et/ou permettant la réduction d'émissions carbone sera valorisée.
Lot 2	
Lot 3	
Lot 4	
Lot 5	
Lot 6	

1-9. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**).;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi, assorti des documents ci-après :
 - L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières ;
 - Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
 - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
 - Le présent cahier des clauses administratives générales (CCAG) ;
 - Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations objet du marché, si celui-ci s'y réfère ;
 - L'offre technique du titulaire ;
les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) suivants :
 - CCTG FCS
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- Le bordereau des prix.

ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix – Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché

Le titulaire n'accepte pas la carte d'achat.

3-2.3.2 Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le représentant de l'acheteur.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP:

Les informations nécessaires à la facturation seront transmises lors de la notification.

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts

moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues et par dérogation à l'article 15.3 du CCAG aux primes.

3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois auquel le candidat a remis son offre.

Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0).

3-3.3. Choix des index de référence

Les index de référence ***I*** choisis en raison de leurs structures pour la révision des prestations faisant l'objet de **l'ensemble des lots** sont :

Index	Désignation
MATP	Poste matériel des index travaux publics

Ces index sont publiés :

- Sur le site internet de l'INSEE ;
- Au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Lot	Index	Prix
Lot 1	MATP	A tous les prix
Lot 2		
Lot 3		
Lot 4		
Lot 5		
Lot 6		

3-3.4. Modalités de révision des prix

$$C_n = I_n / I_0$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (auto liquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total du bon de commande.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG

4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution

Le retard d'exécution est assimilé au dépassement de la durée d'intervention. Les pénalités définies à l'article 4-3.2 du présent CCATP s'appliqueront.

4-2.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

4-3.1. Pénalité pour retard d'intervention

Pour chaque retard d'intervention constaté par le représentant de l'acheteur, le titulaire subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 500 €.

4-3.2. Pénalité pour dépassement de la durée d'intervention

En cas de dépassement de la durée d'intervention et sans mise en demeure préalable, le titulaire subit une pénalité forfaitaire de 500 €.

4-3.3. Pénalité pour indisponibilité

Un élément de matériel est déclaré indisponible lorsque, sans faute de l'acheteur et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif qui y est inclus.

L'indisponibilité commence lorsque :

- Dans le cas d'une maintenance sur le site, une demande d'intervention parvient au titulaire ;
- Dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, l'élément concerné est remis à un représentant qualifié du titulaire.

Toutefois, si l'accès des préposés du titulaire auprès du matériel est différé du fait de l'acheteur, l'indisponibilité commence quand les éléments du matériel nécessaires au diagnostic et à la remise en état sont mis à la disposition du titulaire.

Pour le cas d'une maintenance sur le site, l'indisponibilité n'est décomptée que pendant la période d'intervention.

L'indisponibilité se termine quand les préposés du titulaire remettent l'élément concerné en état de marche à la disposition de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG, à l'achèvement de la prestation ou à la fin de chaque année si la durée d'exécution dépasse 12 mois, il est procédé à la détermination du nombre d'heures d'indisponibilité de chaque matériel.

Ne sont pas retenus comme heures d'indisponibilité pour le calcul des pénalités, les heures suivantes :

- heures correspondantes aux prestations d'entretien courant et de maintenance ;
- heures correspondantes aux prestations de grosse maintenance, de mise aux normes ou d'adaptation commandées par l'acheteur.

Si au cours de l'exercice analysé le rapport du nombre d'heures d'indisponibilité au nombre d'heures de fonctionnement dépasse le taux " t », le titulaire subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité *forfaitaire* calculée comme suit :

$$P_i = P_a \left(\frac{1}{4t} \times \frac{N_{hi}}{N_{hn}} - 0,25 \right)$$

Avec : P_i = le montant de la pénalité de l'exercice analysé ;

P_a = le montant du prix forfaitaire annuel de maintenance du matériel ;

N_{hi} = le nombre d'heures d'indisponibilité du matériel ;

N_{hn} = le nombre d'heures de fonctionnement normal du matériel, soit 8760 h (24 h x 365 j) ;

t = le taux d'indisponibilité du matériel (N_{hi}/N_{hn}) au delà duquel les pénalités sont dues ce taux est fixé à : **1 %**.

4-3.5. Retenue pour non remise de documentation

Pour chaque document non remis dans le délai imparti, le titulaire subit une pénalité forfaitaire d'un montant de 250€ par document et par jour.

4-3.6. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Pour non respect du port des équipements de protection individuelle, notamment lors de l'intervention d'une personne à pied, le titulaire subit une pénalité d'un montant de 250 € par jour.

4-3.7. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

4-3.8. Clauses sociales concernant le/les lot(s) lots n° Lot 1, Lot 2, Lot 3, Lot 4, Lot 5, Lot 6

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser pour chaque lot, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de 50 € HT par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-respect des prescriptions fixées à l'article 11.2 pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion, le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par document et par jour, à compter de la mise en demeure par l'acheteur.

4-3.9 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 € .

4-3.10 Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1500 €.

4-3.11. Autres pénalités diverses

Sans objet.

4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

4-5. Interventions urgentes

Les interventions seront effectuées sur simple appel téléphonique, par messagerie du profil d'acheteur (plate-forme PLACE) de l'une des personnes, habilitées à signer les commandes visées à l'article 1-4 du présent CCAP, ou par courriel du Chef de District concerné ou son représentant (responsable d'astreinte ou d'intervention) à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement et confirmé par bon(s) de commande.

Elles concernent les prestations suivantes :

Balayage d'urgence que ce soit de nuit, en jour ouvré, le week-end ou jour férié suite à des intempéries, incidents ou accidents.

Les interventions sont effectuées de jour comme de nuit, jours fériés et week-end, en cas d'incident ou d'accident obligeant le maître d'œuvre à procéder à un nettoyage de la chaussée.

Le délai d'intervention sera :

- 1- De 1h30, la nuit de 17h00 à 8h00 en semaine
- 2- De 2h00 à partir du vendredi 17h00 au lundi 8h00 ou jour férié
- 3- De 2h30 pour une intervention du lundi 8h00 au vendredi 17h00

Le délai commence à partir de l'heure de l'appel téléphonique qui sera indiquée sur le courriel de validation.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

sans objet

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à :

Lot	①
Lot 1	5 %
Lot 2	5 %
Lot 3	5 %
Lot 4	5 %
Lot 5	5 %
Lot 6	5 %

① % du montant initial TTC du bon de commande du lot.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande du lot.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande du lot atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande du lot. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à

l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

La DIRSO se réserve le droit de contrôler la qualité :

– des interventions avant le départ du titulaire du site. En cas d'insatisfaction, s'il est avéré que le résultat est uniquement du fait de la négligence de l'opérateur, le titulaire devra finaliser convenablement le nettoyage sans frais supplémentaires pour la DIRSO.

ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Mise en place du marché

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins de l'acheteur :
 - Mise en relation du titulaire avec des entreprises de traitement de déchets non dangereux ;
 - Mise à disposition d'un fourgon de protection ;
 - Fermeture et balisage de la chaussée
- Par les soins du titulaire :
 - Assurer sa sécurité
 - Contacter les syndicats communaux ou intercommunaux compétents en matière de traitements des déchets ou équivalent pour le traitement des déchets
 - Contacter les régies pour l'approvisionnement en eau

7-2. Programme d'exécution

Le maître d'œuvre programmera, en fonction de l'état du réseau et du niveau de service à atteindre les interventions qu'il souhaite voir exécuter.

L'entreprise devra organiser les interventions de balayage pour limiter le temps passer à vider les bennes.

Une fois la programmation arrêtée avec le titulaire, et sauf accord du maître d'œuvre, les dates d'interventions ne pourront en aucun cas être modifiées.

Le non-respect de ces règles entraînera l'application des pénalités définies au sein de ce CCATP.

Les interventions seront programmées deux semaines au moins avant la date prévue de l'intervention.

7-3. Conditions d'exécution

7-3.1. Dispositif de sécurité

Les interventions seront effectuées, sous circulation ou hors circulation (sous secteur fermé) à la discrétion du maître d'œuvre.

Si les travaux nécessitent la mise en œuvre de signalisation temporaire, elle sera réalisée par les CEI de la DIRSO.

7-3.2. Installation des chantiers du titulaire

Sans objet.

7-3.3. Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport

A – Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Sans objet.

B – Stockage, emballage, et transport

Sans objet.

7-3.4. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

La signalisation du chantier sera assurée par le maître d'œuvre, soit par la neutralisation de la bande d'arrêt d'urgence, soit par la neutralisation d'une voie après concertation avec le titulaire.

Pour autant, les personnels et les matériels de chantiers du titulaire devront se conformer à la réglementation en vigueur en matière notamment de signalisation temporaire et plus particulièrement de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I, partie 8 « Signalisation Temporaire ».

Les véhicules et engins de chantier doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 §C : matériels mobiles, alinéa 2 « Feux Spéciaux » de l'Instruction Interministérielle de la signalisation routière.

7-3.5. Maintien des communications

Sans objet.

7-3.6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- Au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage ;
- Les équipements de ramassage ;
- Les protections ;
- Les matériels de télécommunication ;
- Les tenues de travail.

7-4. Conditions d'intervention

7-4.1. Nature des interventions

7-4.1.1. Interventions programmées

Balayage mécanique de voirie avec balayeuse spécialisée.

Ces interventions seront effectuées à la demande du service gestionnaire et concerneront principalement des travaux d'entretien courant. Le maître d'œuvre informera préalablement le titulaire de la nature, du volume et de la situation des travaux à effectuer. Ces travaux pourront être réalisés de jour ou de nuit.

Ces interventions pourront nécessiter l'utilisation simultanée de 2 balayeuses.

Le balayage et l'aspiration seront réalisés sur une pleine largeur de balayeuse quelle que soit la zone. Suivant la nature des débris, l'utilisation des jets haute pression sera nécessaire. Le raclage pourra être demandé ponctuellement.

Pour chaque lot, le titulaire devra être en mesure d'intervenir dans les délais impartis, et disposer d'un centre de traitement de déchets dans un périmètre raisonnable du lieu d'intervention.

Aucune plus-value ne sera accordée en matière d'éloignement.

Des pénalités seront appliquées en cas de retard sur le lieu de l'intervention.

7-4.1.2. Interventions urgentes

Elles reprennent les caractéristiques décrites ci-avant des interventions programmées,

Elles concernent les prestations suivantes :

Balayage d'urgence suite intempérie, incident ou accident

Les interventions sont effectuées de jour comme de nuit, jours fériés et week-end, en cas d'incident ou d'accident obligeant le maître d'œuvre à procéder à un nettoyage de la chaussée.

Le délai d'intervention sera :

- 1- De 1h30, la nuit de 17h00 à 8h00 en semaine pour les interventions urgentes de nuit ;
- 2- De 2h00, à partir du vendredi 17h00 au lundi 8h00 ou jour férié pour les interventions urgentes ;
- 3- De 2h30, pour une intervention du lundi 8h00 au vendredi 17h00 pour les interventions urgentes .

Le délai commence à partir de l'heure de l'appel téléphonique qui sera indiquée sur le courriel de validation.

7-4.2. Initiatives

Les interventions programmées ou urgentes seront déclenchées par l'acheteur. Elles seront sous le contrôle du chef de district, son adjoint, le chef de CEI ou son représentant.

7-4.3. Période

La période d'intervention programmée ou urgente sera définie dans le bon de commande.

7-4.4. Délai d'intervention

Le décompte du délai imparti au titulaire pour répondre à une demande d'intervention ne court que pendant la période d'intervention définie ci-dessus, ces délais d'intervention sont de :

- pour une intervention programmée, 15 jours pour un bon de commande classique
- pour une intervention urgente : cf- article 4.5 du présent CCATP

7-4.5. Durée d'intervention

La durée d'intervention est définie comme suit :

Le début de l'intervention de balayage correspondra à l'heure de démarrage de la balayeuse au point de départ du chantier exprimé sous la forme PR+abscisse dans le bon de commande.

L'heure de rendez-vous mentionnée sur le bon de commande correspond à l'heure à laquelle le prestataire doit arriver sur site.

La fin de l'intervention correspondra à l'heure de départ du site à balayer.

Les temps d'évacuation des produits de balayage ne sont pas compris dans les temps d'intervention de balayage.

Le temps de présence correspond au nombre d'heures comprises entre le début de l'intervention et la fin d'intervention tel que défini dans le paragraphe précédent.

De nuit, les interventions seront programmées entre 21h00 et 5h00.

De jour, les interventions seront programmées entre 8h00 et 19h00.

Les horaires d'interventions seront définis au sein de chaque bon de commande.
Les horaires d'interventions urgentes sont détaillées à l'article 4.5 du présent CCATP.

7-4.6. Obligations auxquelles doit se soumettre le titulaire lors des interventions

Le titulaire devra se conformer aux directives de sécurité et bonnes pratiques du CEI concerné par l'intervention, qu'elle soit programmée ou urgente.

Le titulaire, conformément au Code de l'environnement, dès les balayages et le chargement, sera détenteur des déchets et devra en assurer leur gestion (collecte, transport, valorisation, élimination) jusqu'au traitement final de ces derniers.

La distance du site de stockage (définitif ou temporaire) des produits de balayage devra être prise en compte par le titulaire pour l'organisation et les moyens à mettre en œuvre de manière à assurer un temps d'intervention de balayage équivalent au minimum aux 3/4 du temps de présence (temps d'intervention de balayage et temps d'évacuation).

Une copie du bordereau de suivi des déchets et du bon de pesage correspondant sera transmis à la DIRSO pour chaque déchet dangereux évacué.

À leur arrivée sur le site de l'intervention, la ou les balayeuses affectées par le titulaire devront avoir leur benne entièrement vide.

7-4.7. Documents à établir après intervention

Suite à son intervention, programmée ou urgente, le titulaire devra remettre dans les 6 jours ouvrés, une copie des bordereaux de suivi des déchets et des bons de pesage correspondants pour tous les types de déchets évacués.

7-5. Formation

Sans objet.

7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Les personnes intervenant pour le compte du titulaire devront se conformer aux prescriptions données par le CEI concerné par l'intervention, et au code de la route.

Ces personnes devront en outre porter une tenue en adéquation avec le travail à réaliser ainsi que les équipements de protection individuels requis.

ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais

8-1.1. Surveillance en usine

Sans objet.

8-1.2. Vérifications quantitatives

Elles sont effectuées sur place, par le chef de CEI concerné par l'intervention ou son représentant

délégué.

Le constat du service fait sera rédigé par le chef de district, son adjoint, le chef du CEI ou son représentant délégué.

Les conditions de vérifications quantitatives sont les suivantes :

- Points et heures de départ et d'arrivée de la balayeuse.
- Poids de la benne

8-1.3. Essais

Sans objet.

8-2. Admission

Aucune stipulation particulière.

8-3. Garantie(s)

8-3.1. Garantie des prestations

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision de l'acheteur après l'avoir consulté.

8-3.2. Garantie de suivi de la documentation

Sans objet.

8-3.3. Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 9. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

10-1. Description détaillée des prestations

10-1.1. Les prestations

Les prestations concernent pour des interventions programmées ou urgentes :

Le balayage mécanisé sur le réseau de la DIR Sud-Ouest pour des travaux de nettoyage de chaussée, BAU, caniveaux et regards, le long des murets en béton de type GBA/Dbou glissières métalliques par une balayeuse aspiratrice.

Cette prestation comprend :

- L'amenée et le repli de l'atelier
- La mise à disposition du matériel équipé de la signalisation conforme à la réglementation, avec chauffeur
- Le balayage avec aspiration selon un itinéraire défini au préalable avec le CEI concerné,
- la fourniture et le chargement en eau nécessaire au balayage ;
- la prise en charge des déchets et résidus de balayage en centre de traitement, les analyses, leurs valorisations ou leurs stockages dans un site agréé par le maître d'ouvrage.
- L'envoi dans les 6 jours ouvrés des bordereaux de suivi des déchets.

Il est à prendre en considération que les prestations :

- Sont soumises aux contraintes météorologiques, notamment en période de fortes chaleurs où cette prestation pourra faire l'objet d'horaires décalés.

10-1.2. Les véhicules

Afin de réaliser l'ensemble des prestations :

- Le titulaire devra disposer pour le balayage, d'une balayeuse aspiratrice de type « Travaux Publics », dotée d'une cuve à déchet d'une capacité minimale de 8m³ et d'un réservoir d'eau intégré de 2000 litres minimum pour l'humectage pour les balais (pression de 5 bars). La balayeuse sera équipée de balais y compris passage sous glissières métalliques et brosse de désherbage côté droit, dont les caractéristiques sont définies ci-après :

- Largeur de travail minimum de la buse d'aspiration et du balai latéral : 1,10 m à 1,30 m ;
- Largeur de travail minimum avec balai central : 2,3 à 2,4 m ;
- Largeur de travail minimum en balayage simultané droite/gauche : 3,6 à 3,9 m minimum.

Pour le réseau bi-directionnel, le travail se fait sous chantier mobile : la balayeuse devra être équipée de giro AK5 et bandes réfléchissantes biaises.

Seront à la charge du titulaire :

- L'entretien du véhicule,
- Tous les consommables nécessaires à son fonctionnement y compris l'eau pour les cuves,
- Le remisage du véhicule,
- les assurances.

Le titulaire devra s'assurer que le plein de carburant soit fait avant l'exécution de la prestation. Les véhicules devront être conformes aux prescriptions du Code de la route ainsi que du Code du travail.

Les véhicules seront équipés conformément à la réglementation en vigueur relative à la signalisation des véhicules lents et encombrants. (cf §7-3.4 du présent)

Le véhicule sera muni et équipé en plus :

- D'un carnet de bord comprenant : la carte grise, le certificat d'assurance, le procès-verbal de visites techniques de l'année, le registre de vérification des équipements de travail.
- D'un système de géolocalisation
- D'une jauge ou tout autre moyen de contrôle du remplissage de la cuve

10-1.3. Centres de traitement des déchets

Pour chacun des lots, le titulaire aura en charge, pour tous types de déchets de balayage :

- L'évacuation,
- Le traitement dans un centre spécialisé (analyse, valorisation et stockage)

10-1.4. Les bons de commandes

Ils seront établis par le donneur d'ordre et devront stipuler :

- Le nom du CEI
- La personne de contact et ses coordonnées
- Le type de prestations attendues
- Les délimitations de l'intervention (points de départ et d'arrivée PR+abscisse)
- La durée estimative de l'intervention
- Les moyens nécessaires à mettre en œuvre (type de balayeuse, personne à pied, benne de stockage, et/ou tout autre sujétion)
- Tout autre donnée utile au bon déroulement de l'intervention.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Selon l'article L3-1 du Code de la commande publique, « la commande publique participe à l'atteinte des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code ».

Conformément à l'article 16.1.2 du CCAG-FCS, TIC et PI, le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

L'acheteur s'est engagé dans une politique volontariste d'insertion des personnes en difficulté par

le travail. Pour ce faire, il est fait appel aux entreprises par le biais des marchés publics.

Cette clause est applicable au(x) lot(s) suivant(s) :

Désignation des lots	
Lot 1	District centre Toulouse et Carbonne
Lot 2	District centre Séméac
Lot 3	District centre Captieux
Lot 4	District sud Chaum
Lot 5	District sud N20/N22
Lot 6	District Est Rosières et Castres

Pour l'exécution du/des lot(s) n° Lot 1, Lot 2, Lot 3, Lot 4, Lot 5, Lot 6. Chacun des titulaires devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

11-1. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser

Lot	Nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser pour toute la durée d'exécution du marché
Lot 1	70 H / 100 000€
Lot 2	70 H / 100 000€
Lot 3	70 H / 100 000€
Lot 4	70 H / 100 000€
Lot 5	70 H / 100 000€
Lot 6	70 H / 100 000€

11-2 Public concerné par l'opération d'insertion :

Selon l'article L2112-2 du Code de la commande publique « les clauses du marché précisent les conditions d'exécution des prestations, qui doivent être liées à son objet. Les conditions d'exécution prennent en compte des considérations relatives (...) au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations. »Au vu du présent marché, le titulaire s'oblige à conduire une action d'insertion auprès d'un public rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.

Selon les articles 16.1.1.1 et 2 du CCAG-FCS, TIC et PI, les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent exclusivement de l'une des catégories suivantes :

Une priorité est donnée aux résidents en Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;

- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi ;
- sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
- diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes
- Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des établissements et services d'aide par le travail (ESAT) ;
- Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre des actions. Celle-ci ne repose que sur les statuts des personnes et non sur les contrats qui leur sont proposés (exemple : contrats d'alternance)

L'objectif est de procéder à de nouveaux recrutements de personnel en insertion professionnelle à l'occasion des marchés publics.

Des candidats pourront être proposés par les Facilitateurs.

11-3. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur, désigné ci-après, selon l'article 16.1.4 du CCAG-FCS, TIC et PI, notamment :

- Informer les entreprises soumissionnaires pendant la préparation de leur offre sur la base des documents remis lors de l'appel d'offres,
- Accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de cette condition d'exécution en fonction des spécificités des prestations et en relation avec le maître d'œuvre pour les travaux,

- Proposer des publics prioritaires.

Les entreprises peuvent obtenir des informations et des explications sur les dispositifs et mesures pour l'emploi auprès de la cellule clause d'insertion dans les marchés publics :

- Haute Garonne : 06 17 67 43 34 csoccitanie@nova-emploi.fr

Les modalités de réalisation de la clause sociale suivantes doivent être en priorité liées à l'objet du marché :

- L'embauche directe de personnes éligibles, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage).
- La mise à disposition de salariés éligibles via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise adaptée de travail temporaire (EATT), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- Le recours à la co-traitance, à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une régie de quartier (RQ), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

11.3.1 Globalisation des heures d'insertion :

La globalisation des heures d'insertion décrite à l'article 16.1.3 du CCAG-FCS, TIC et PI est possible : Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en œuvre à la suite de la demande du titulaire et vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés des différents acheteurs concernés.

Elle intervient dans l'intérêt conjoint d'entreprises attributaires de plusieurs marchés comportant des clauses sociales d'insertion et dans celui des participants aux clauses sociales, dont le parcours d'insertion est ainsi plus susceptible de s'inscrire dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur le dit marché.

Au niveau du décompte, les heures d'insertion sont affectées à chacun des marchés concernés, à due proportion. Le facilitateur est garant du reporting. La demande peut être déclarée recevable sur la base des critères suivants :

- Si la mesure est favorable au salarié en insertion
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur,
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

11.3.2 Sous-traitance et groupement d'opérateurs économiques :

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur afin de recueillir au préalable sa validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du facilitateur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

11.3.3 : Suivi et bilan de l'action d'insertion :

A la demande du maître d'ouvrage, la Structure facilitatrice référente du territoire procédera au suivi et au bilan de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé.

Conformément aux articles 16.1.4.2 à 16.1.4.5 du CCAG-FCS, TIC et PI :

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.

- A l'initiative de l'acheteur, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et le facilitateur le cas échéant, après notification du marché, dans un délai de 1 mois.

- Les renseignements utiles propres à permettre le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion, font l'objet d'une communication tous les mois (avant le 12 du mois suivant le mois travaillé). Devra être transmis le justificatif suivant : Relevé d'heures mensuel mentionnant la date d'embauche, le type de contrat, le poste occupé, nombre d'heures réalisées, l'affectation sur le marché, etc.

NB : les informations doivent être traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (voir la clause RGPD).

Un contrôle de l'action d'insertion sera réalisé tout au long de l'exécution des prestations :

- Le facilitateur établit pendant toute la durée du marché un bilan périodique sur la base des justificatifs transmis par les titulaires, à destination de l'acheteur ;

- Le facilitateur transmet un bilan final dans les trois mois suivant la fin de l'exécution du marché, à destination de l'acheteur.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

Durant l'exécution du chantier ou de la prestation, le suivi de l'action d'insertion se fera également lors de réunions auxquelles le chargé de mission clauses d'insertion pourra être amené à participer. Le chargé de mission clauses d'insertion suivra l'évolution du salarié en lien avec le référent professionnel de l'entreprise, et le référent social (prescripteur ou opérateur d'insertion).

En cas de difficulté d'exécution (plan de sauvegarde de l'emploi, redressement ou liquidation judiciaire), le titulaire du marché doit informer le chargé de mission clauses d'insertion par courrier recommandé avec AR et produire les justificatifs correspondants dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement. Dans ce cas seront étudiés avec le titulaire, avec l'accord du maître d'ouvrage, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs ou pour suspendre les obligations.

11.3.4 : RGPD

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la

prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant les référents suivants selon les structures :

- Haute Garonne (31) : f.khireddine@nova-emploi.fr ou par courrier à 32 rue de la Caravelle 31500 TOULOUSE.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-2.2	déroge à l'article	3.2.1 du CCAG
CCAP 1-3	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCAP 1-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 3-3	déroge à l'article	15.3 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
CCAP 4-3.3	déroge à l'article	14.2.5 du CCAG
CCAP 5-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG
CCAP 9	déroge à l'article	41.2 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

c) Normes françaises homologuées

d) Autres normes